

Discours du président

Mes chers collègues,

Lors de notre réunion consacrée aux orientations budgétaires, je vous avais fait état de la nécessaire prudence qu'il convenait d'observer devant la situation internationale en évoquant le risque qu'encourait la France.

C'est chose faite. La France a perdu son triple A et, quel que soit le futur gouvernement, après les élections, il y aura des répercussions sur l'ensemble de la société française, collectivités locales comprises.

Heureusement, nous avons anticipé. Cette politique préventive nous permet d'élaborer un budget solide qui nous permettra d'atteindre nos objectifs, que ce soit dans nos responsabilités classiques ou nos investissements prospectifs créateurs de richesses à long terme. Pour autant, il convient de rester extrêmement attentif, de ne pas relâcher notre effort d'optimisation permanente, et de ne jamais considérer que nous pourrions nous reposer sur nos lauriers.

Nous pouvons cependant être fiers d'être en situation, cette année encore, hors mouvements financiers et remboursement du capital, d'investir plus de 72 millions d'euros. Ces investissements, nous les ferons en respectant nos principes :

- 1 – **maîtrise de l'endettement**, tout en ayant pris nos précautions pour lever des fonds à des taux extrêmement compétitifs ;
- 2 – **pas d'augmentation de la fiscalité foncière**, de manière à ne pas peser sur nos concitoyens qui auront, eux aussi, à affronter la rigueur future ;
- 3 – **rétablissement de notre autofinancement à 35 millions d'euros**, car c'est la base de notre capacité d'action future.

Qu'allons-nous financer ?

Vous avez pu en préparer les décisions lors du travail en commissions. La presse en a une synthèse et Danièle Boeglin va nous le présenter dans quelques instants.

Pour ma part, brièvement, je souhaite mettre en exergue notre volonté de continuer notre effort en matière d'enseignement supérieur, et notamment dans sa partie recherche, puisque c'est de là que viendront les innovations créatrices de richesses nouvelles..

Je souhaite souligner aussi l'effort important que nous nous apprêtons à faire en matière de développement touristique en lien avec le centre de congrès, le tourisme d'affaires. Le comité départemental du tourisme sera au cœur de cette ambition qui, je le souligne, au-delà du rayonnement de notre département, représente un enjeu concret de développement économique.

Nous avons réuni dernièrement les investisseurs susceptibles de relever le challenge en matière d'hôtellerie. Ils se sont montrés intéressés et volontaristes. Il reste maintenant à traduire cela en actes, en lien avec la ville de Troyes et le Grand Troyes, afin que ce potentiel d'emplois soit au rendez-vous de l'activité du centre de congrès.

Prochainement, nous allons réunir tous ceux qui, dans l'Aube, par leurs réseaux, leurs engagements professionnels, sont en mesure de diriger vers nous les futurs congrès. La réussite de notre projet suppose de l'effort, de la coordination, de l'organisation et une participation active de tous.

Aujourd'hui, quelles que soient les positions antérieures, il n'est plus l'heure de s'opposer. Nous sommes tous concernés par la réussite de cette réalisation, qui concerne des emplois dont nos concitoyens ont bien besoin.

Mes chers collègues, je ne voudrais pas que votre attention soit seulement centrée sur nos investissements. Ils sont indispensables, précieux, comme est précieuse également notre action dans les autres domaines. J'en veux pour preuve ces quelques chiffres :

- > 165 millions d'euros pour l'action sociale,
- > 56 millions d'euros pour l'éducation,
- > 44 millions d'euros pour les routes, l'aménagement, l'environnement.

Ces chiffres recouvrent de multiples actions qu'il vous revient d'expliquer, chaque fois que cela est possible, dans vos réunions au plus près du terrain. Les Audois doivent savoir ce que représente notre action au quotidien.

Les différents postes en établissements sociaux représentent 1 500 emplois, l'aide à domicile 800 équivalents temps plein. C'est ainsi près de 3 500 emplois qui sont financés de manière directe ou indirecte par le Conseil général.

Nous pouvons être fiers de souligner le taux d'équipement en établissements médicalisés pour personnes âgées, le meilleur en Champagne-Ardenne, et supérieur à la moyenne nationale.

Ce budget, en plus de nous permettre de remplir nos missions, prépare l'avenir dans d'autres domaines. Qu'il s'agisse de sécurité, via le Sdis (service départemental d'incendie et de secours), avec un investissement de 4,2 millions d'euros sur 2 ans, ou bien à travers l'élaboration du schéma départemental d'aménagement numérique (Sdan). Ou enfin l'engagement en faveur du canal à grand gabarit, pour lequel nous devrions avoir un débat intéressant.

Mes chers collègues, la multiplicité de nos actions, leur caractère irremplaçable doivent vous conforter. Le Conseil général est l'assemblée d'avenir, sous réserve de continuer à regarder loin, même en agissant au quotidien.

Je n'ai pas évoqué de nouveau les engagements que nous avons pris dans le domaine culturel. Vous les avez présents à l'esprit. Ce budget permettra leur réalisation et, surtout, cette volonté que nous avons de toujours associer le concret à l'idée.

Nos concitoyens, particulièrement dans l'industrie, souffrent. Nous n'avons pas le pouvoir d'intervenir dans toutes les entreprises. Mais nous jouons pleinement notre rôle, chaque fois que cela est possible. Pour cela il faut avoir des bases solides. Ce budget nous le permet.

Philippe Adnot,
Sénateur,
Président du Conseil général de l'Aube